

Toutefois, la direction de l'architecture et les services extérieurs qui lui sont rattachés sont placés sous l'autorité du ministre de la culture et de la communication pour l'exercice de ses attributions. La caisse nationale des monuments historiques et des sites est placée sous la tutelle de ce ministre.

La direction du personnel et de l'organisation des services, la direction des affaires financières et de l'administration générale et la direction du bâtiment, des travaux publics et de la conjoncture relevant précédemment du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sont placées sous l'autorité du ministre de l'environnement et du cadre de vie.

Art. 3. — Le ministre de l'environnement et du cadre de vie dispose, pour l'exercice de ses attributions, de la direction des routes et de la circulation routière du ministère des transports, notamment en matière de voirie urbaine.

Art. 4. — Le Premier ministre, le ministre de l'environnement et du cadre de vie, le ministre des transports et le ministre de la culture et de la communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 avril 1978.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*  
RAYMOND BARRE.

*Le ministre de l'environnement et du cadre de vie,*  
MICHEL D'ORNANO.

*Le ministre des transports,*  
JOËL LE THEULE.

*Le ministre de la culture et de la communication,*  
JEAN-PHILIPPE LECAT.

**Décret n° 78-534 du 12 avril 1978  
relatif aux attributions du ministre des transports.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'environnement et du cadre de vie et du ministre des transports,

Vu le décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres ;

Vu le décret n° 67-350 du 19 avril 1967 relatif aux attributions du ministre des transports ;

Vu le décret n° 74-214 du 7 mars 1974 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports ;

Vu le décret n° 76-865 du 13 septembre 1976 relatif aux attributions du ministre de l'équipement ;

Vu le décret du 5 avril 1978 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Le Conseil d'Etat (sections réunies de l'intérieur et des travaux publics) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les attributions relatives aux routes, à la circulation routière, aux transports terrestres, aux ports maritimes, aux voies navigables, à la marine marchande, à l'aviation civile, à la météorologie, à l'organisation des transports pour la défense et aux affaires sociales relatives à l'activité des transports, précédemment dévolues au ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire par les décrets susvisés du 7 mars 1974 et du 13 septembre 1976, sont transférées au ministre des transports.

Art. 2. — Les services et établissements qui relevaient de l'autorité ou de la tutelle du ministre chargé de l'équipement par application des décrets mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> et qui correspondent aux attributions transférées au ministre des transports sont placés sous l'autorité ou la tutelle de celui-ci.

Art. 3. — Le ministre des transports dispose, pour l'exercice de ses attributions, de la direction du personnel et de l'organisation des services, de la direction des affaires financières et de l'administration générale, de la direction du bâtiment, des travaux publics et de la conjoncture placées sous l'autorité du ministre de l'environnement et du cadre de vie.

Art. 4. — Le Premier ministre, le ministre de l'environnement et du cadre de vie et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 avril 1978.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*  
RAYMOND BARRE.

*Le ministre de l'environnement et du cadre de vie,*  
MICHEL D'ORNANO.

*Le ministre des transports,*  
JOËL LE THEULE.

**Décret n° 78-535 du 12 avril 1978  
relatif aux attributions du ministre du commerce et de l'artisanat.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'industrie et du ministre du commerce et de l'artisanat,

Vu le décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres ;

Vu le décret n° 72-675 du 19 juillet 1972 relatif aux attributions du ministre du commerce et de l'artisanat ;

Vu le décret n° 77-474 du 6 mai 1977 relatif aux attributions du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ;

Vu le décret n° 78-114 du 2 février 1978 relatif aux attributions et à l'organisation de la direction de l'artisanat ;

Vu le décret du 5 avril 1978 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le ministre du commerce et de l'artisanat exerce les attributions prévues par le décret susvisé du 19 juillet 1972 en matière de commerce et d'artisanat et dévolues au ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat par le décret susvisé du 6 mai 1977.

Art. 2. — Les services et établissements qui relevaient de l'autorité ou de la tutelle du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat par application du décret du 6 mai 1977 sont placés sous l'autorité ou la tutelle du ministre du commerce et de l'artisanat.

Art. 3. — Le Premier ministre, le ministre de l'industrie et le ministre du commerce et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 avril 1978.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*  
RAYMOND BARRE.

*Le ministre de l'industrie,*  
ANDRÉ GIRAUD.

*Le ministre du commerce et de l'artisanat,*  
JACQUES BARROT.

**Décret n° 78-536 du 12 avril 1978 relatif aux attributions  
du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres ;

Vu le décret n° 77-433 du 25 avril 1977 fixant les attributions du ministre de la culture et de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-440 du 26 avril 1977 fixant les attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Vu le décret n° 78-214 du 6 mars 1978 portant réorganisation des services du ministère de la culture et de l'environnement ;

Vu le décret du 5 avril 1978 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

## Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs exerce les attributions antérieurement dévolues au secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports par le décret du 26 avril 1977 susvisé.

Il est également chargé de définir et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de loisirs ; à ce titre, il exerce notamment les attributions relatives au tourisme précédemment dévolues au ministre de la culture et de l'environnement par le décret du 25 avril 1977.

Art. 2. — Les services et établissements qui relevaient de l'autorité ou de la tutelle du ministre de la culture et de l'environnement en matière de tourisme et l'ensemble de ceux qui relevaient du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sont placés sous l'autorité ou la tutelle du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 3. — La délégation à la qualité de la vie et la sous-direction des maisons de la culture et de l'animation culturelle sont, pour l'exercice de ses attributions, placées sous l'autorité du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 4. — Le Premier ministre, le ministre de l'environnement et du cadre de vie, le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs et le ministre de la culture et de la communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 avril 1978.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,  
RAYMOND BARRE.

Le ministre de l'environnement et du cadre de vie,  
MICHEL D'ORNANO.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,  
JEAN-PIERRE SOISSON.

Le ministre de la culture et de la communication,  
JEAN-PHILIPPE LECAT.

## MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

## Délégation de signature.

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947, modifié par les décrets n° 55-188 du 13 février 1956 et n° 68-668 du 19 juillet 1968, autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu le décret du 3 avril 1978 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 5 avril 1978 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret du 24 décembre 1976 portant nomination du chef de l'inspection générale de l'administration ;

Vu l'arrêté du 28 novembre 1975 portant organisation de l'inspection générale de l'administration,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Délégation est donnée à M. Jean Guillon, chef de l'inspection générale de l'administration, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du ministre de l'intérieur, tous actes, arrêtés ou décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 avril 1978.

CHRISTIAN BONNET.

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu le décret du 3 avril 1978 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 5 avril 1978 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 65-28 du 13 janvier 1965 relatif à l'organisation de la défense civile ;

Vu le décret du 9 octobre 1969 nommant M. Vitalis Cros, préfet, comme haut fonctionnaire chargé des mesures de défense auprès du ministre de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 3 août 1974 portant organisation et attributions du service du haut fonctionnaire de défense,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Délégation permanente est donnée à M. Vitalis Cros, préfet, haut fonctionnaire chargé des mesures de défense auprès du ministre de l'intérieur, à l'effet de signer, au nom du ministre, tous actes, arrêtés et décisions en matière de défense civile, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vitalis Cros, la présente délégation sera exercée par M. Pierre Bertholle, administrateur civil hors classe, adjoint du haut fonctionnaire de défense, chargé de la sous-direction de la défense civile et des affaires militaires.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre Bertholle, la délégation de signature qui lui est attribuée par l'article 2 du présent arrêté est accordée à MM. Jean Bourcier, administrateur civil hors classe, chef du bureau de l'information, du service national et de l'emploi des ressources, André Fournial, administrateur civil hors classe, chef du bureau de l'organisation générale de la défense, et Jean-Paul Mauriat, sous-directeur de service actif de la police nationale, fonctionnaire de sécurité de défense, dans la limite de leurs attributions.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 avril 1978.

CHRISTIAN BONNET.

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu le décret du 3 avril 1978 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 5 avril 1978 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 75-714 du 23 juillet 1975 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, modifié par le décret n° 75-1111 du 5 décembre 1975 ;

Vu le décret du 4 août 1975 portant nomination de M. Maurice Paraf, préfet, en qualité de directeur général de l'administration,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Délégation permanente est donnée à M. Maurice Paraf, préfet, directeur général de l'administration, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom du ministre de l'intérieur, tous actes, arrêtés ou décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 avril 1978.

CHRISTIAN BONNET.

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu le décret du 3 avril 1978 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 5 avril 1978 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 75-714 du 23 juillet 1975 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, modifié par les décrets n° 75-1111 du 5 décembre 1975 et n° 77-546 du 1<sup>er</sup> juin 1977 ;

Vu le décret du 25 avril 1977 nommant M. Paul Chambraud directeur, adjoint au directeur général de l'administration,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Paul Chambraud, directeur, adjoint au directeur général de l'administration, chargé des personnels et des affaires politiques, a délégation permanente pour signer les arrêtés, décisions et pièces comptables concernant :

Les crédits et les personnels des missions régionales ;

Le personnel du corps préfectoral ;

Le personnel des tribunaux administratifs ;

Les personnels de l'administration centrale, des cadres des préfectures et des cadres techniques et spécialisés, des cadres d'extinction rattachés au ministère de l'intérieur et des services des rapatriés ;

Les marchés de travaux et de fournitures ainsi que les conventions passées avec les entreprises publiques ou privées à l'occasion de la préparation matérielle des élections ;

Les marchés ou contrats conclus avec les instituts spécialisés dans les recherches de sociologie électorale ;

Les décisions portant engagement de dépenses ainsi que les pièces d'administration relatives au centre de documentation et à la bibliothèque ;

Le personnel des cultes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et le matériel se rapportant auxdits cultes ;

L'attribution de secours budgétaires aux anciens ministres des cultes concordataires et à leurs familles ;

L'attribution de secours aux membres des anciennes congrégations religieuses sur les fonds provenant de la liquidation desdites congrégations ;